

Le retour de la Colombe de Noé - L'Arménie, la Turquie et le débat sur le Génocide

Sommaire

Aucun sujet n'empoisonne plus les relations entre les Turcs et les Arméniens que la destruction des communautés arméniennes d'Anatolie en 1915, et la question de savoir si cette destruction constituait un génocide. Pour la Turquie, la lutte contre la reconnaissance du génocide sur la scène internationale est un objectif central de politique étrangère. Pour les Arméniens, le génocide et la perte du territoire traditionnel est un élément déterminant de l'identité nationale. À l'heure actuelle, les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques. La frontière entre les deux états est toujours fermée. Ces derniers temps, les premiers signes d'un rapprochement sont apparus, avec des gestes de conciliation de la part des dirigeants politiques des deux côtés. Toutefois, pour qu'une normalisation des relations puisse avoir lieu, les deux parties devront surmonter certains préjugés profondément enracinés.

La Turquie a connu de profonds changements au cours des dernières années, notamment grâce au processus d'adhésion à l'UE, aux réformes de sa Constitution et à la réduction du rôle de l'establishment qui contrôle les outils de sécurité nationale dans des affaires civiles. La démocratisation a permis, pour la première fois, un débat en Turquie sur la question arménienne. Pendant des années, l'histoire officielle turque a affirmé que la population arménienne rebelle, s'étant alliée avec les Russes pendant la première guerre mondiale, était le principal agresseur et l'architecte de sa propre destruction. Ceux qui remettaient en cause la ligne officielle étaient qualifiés de traîtres et risquaient des poursuites pénales. Depuis l'année 2000, toutefois, la société civile turque a commencé à examiner l'histoire des Arméniens Ottomans sous un nouvel éclairage, brisant de nombreux tabous dans le processus.

Au cours de la même période, la politique étrangère de la Turquie a évolué de façon spectaculaire. Sous le slogan "zéro problèmes avec les voisins", l'actuel gouvernement turc a pris des mesures pour résoudre une série de différends de longue date, tout en affirmant la position de la Turquie en tant qu'acteur stratégique sur la scène régionale et internationale. Jusqu'à présent, toutefois, l'Arménie a été tenue à l'écart de cette vision. La Turquie continue également d'investir un capital politique considérable dans la résistance à la reconnaissance internationale du génocide arménien.

Pourtant, c'est une bataille que la Turquie ne peut pas gagner. Des résolutions sur la reconnaissance du génocide de 1915 ont désormais été adoptées par plus de 20 pays, dont de nombreux proches alliés de la Turquie. Avec le nouveau président des États-Unis et la plupart des hauts responsables de son administration prêts à reconnaître le génocide arménien, il semble qu'il ne soit qu'une question de temps avant que les États-Unis ne suivent le mouvement. Cependant, contrairement aux craintes de nombreux Turcs, cette situation n'est pas le signe d'un sentiment anti-turc grandissant ni de la puissance de lobbying de la diaspora

arménienne. Plus que tout, cette marée de reconnaissance reflète l'évolution de la compréhension du terme "génocide" parmi les universitaires et les experts juridiques. Le consensus est que des génocides - tentatives de détruire, en totalité ou en partie, un groupe national ou ethnique - ont été commis à de nombreuses reprises au cours du 20ème siècle, dans presque tous les coins du monde. Il y a peu de chercheurs renommés dans le domaine des études sur le génocide qui mettent en doute le fait que ce qui est arrivé aux Arméniens en 1915 constitue un génocide. Toutefois, il est également clair que l'actuelle Turquie n'est pas légalement responsable des actes de génocide commis il y a presque un siècle, et que la reconnaissance du génocide ne saurait remettre en cause la frontière turco arménienne déjà établie.

En ce moment, ce débat est également très vif du côté des Arméniens. Pendant des décennies, le sentiment anti-turc et le rêve d'une Grande Arménie ont été parmi les thèmes les plus fédérateurs pour de nombreux Arméniens, à la fois dans la république et dans la diaspora. Depuis le début des années 1990, toutefois, les demandes maximalistes de retour des terres historiques ont dû rivaliser avec un point de vue officiel plus pragmatique, qui reconnaît l'amélioration des relations avec la Turquie comme un impératif stratégique pour la république Arménienne isolée et sans littoral. Les gouvernements Arméniens successifs ont appelé à une normalisation des relations avec la Turquie sans conditions préalables. Les Arméniens d'aujourd'hui font face à un dilemme: soit traiter la Turquie comme un ennemi éternel, soit renouer le dialogue avec ses voisins occidentaux, dans l'espoir d'un jour partager une frontière avec l'Union européenne.

Nous sommes dans une période critique pour les deux pays. Rétablir des relations diplomatiques et rouvrir la frontière, premiers pas vers la réconciliation, permettraient de marginaliser les voix extrémistes des deux bords, favorisant la tenue d'un débat plus raisonnable et mesuré pour aller de l'avant. La Turquie devrait cesser d'essayer d'étouffer le débat sur le génocide arménien tant au niveau domestique qu'à l'étranger - et éviter de réagir de façon excessive, si, comme cela pourrait bien arriver, quelques-uns de ses alliés reconnaissent les événements de 1915 comme un génocide. Pour leur part, les Arméniens doivent accepter le fait que la reconnaissance du génocide ne permettra jamais d'ouvrir la voie à la contestation d'un règlement territorial établi depuis près d'un siècle.